11 questions d'Histoire qui ont fait la Bretagne

Jean Quéniart

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2199>

DOI : 10.4000/abpo.2199

ISBN : 978-2-7535-1841-4

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2011

Pagination : 139-142

ISBN : 978-2-7535-1839-1

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Jean Quéniart, « 11 questions d'Histoire qui ont fait la Bretagne », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 118-4 | 2011, mis en ligne le 30 décembre 2011, consulté le 23 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2199> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.2199>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

© Presses universitaires de Rennes

11 questions d'Histoire qui ont fait la Bretagne

Jean Quénart

RÉFÉRENCE

LE PAGE, Dominique (dir.), *11 questions d'Histoire qui ont fait la Bretagne*, Morlaix, Skol Vreizh, 2009, 347 p. (ISBN 978-2-915623-55-0).

- 1 L'ouvrage dirigé par Dominique Le Page rassemble onze contributeurs, en autant de chapitres. Chacun d'eux comprend un exposé des faits, véritable gageure quand il a fallu condenser un événementiel massif et diffus, un développement historiographique qui en replace dans leur contexte historique les interprétations, et enfin repère dans les débats récents et actuels l'évolution des problématiques et les enjeux. Pour la commodité des lecteurs, de nombreux chapitres incluent un encart chronologique, et si besoin est une cartographie. Un cahier d'illustrations et de cartes en couleurs, et une bibliographie thématique sont joints à l'ensemble.
- 2 Ce travail par son titre même problématique – qu'est-ce que « faire » la Bretagne ? – aurait-il été aussi justifié en d'autres régions ? Comment une province périphérique, tardivement rattachée au royaume, mais comme plusieurs autres, a-t-elle vécu cette intégration ? Et comment les Bretons, ou du moins ceux qui parlent en leur nom, l'ont-ils interprétée ? D. Le Page rappelle en prologue l'ouvrage de Morvan Lebesque *Comment peut-on être breton ?* Écrit en 1970, dans une perspective plus militante qu'historienne, ce livre aujourd'hui vieilli garde valeur de témoignage et d'incitation à « revisiter », en s'appuyant sur les grands progrès de la recherche, onze dossiers problématiques regroupés en trois parties : l'histoire d'un espace provincial, les tournants conflictuels de ses relations avec l'État, et enfin deux derniers chapitres moins bien liés entre eux – « genèse d'une image, histoire d'une langue » – plus spécifiquement culturels.

- 3 La Bretagne, mais quelle Bretagne ? Outre la question de la langue, liée à la bivalence du terme « breton » – qualification à la fois historique et linguistique – étudiée par Ronan Calvez qui en retrace les enjeux régionalistes, voire nationalistes, cette interrogation se pose à propos des débats sur le découpage administratif et sur les rapports avec les provinces voisines, qu'étudie David Bensoussan. Loin de se borner aux controverses suscitées par la politique de Vichy, le problème se pose dès le début du ^{xx}e siècle, avec la remise en cause à l'échelle nationale du cadre départemental. Le primat accordé, notamment par le patronat nantais et nazairien, aux arguments économiques, avive les tensions entre Nantes et Rennes ; mais, sous-jacent, le thème de l'« écartèlement » de la Bretagne reste toujours présent. Il revient au premier plan lorsque le régime de Vichy, en s'appuyant sur les nostalgies provinciales, et tout en contrant les menées nationalistes, redonne une actualité et un espoir aux revendications régionalistes. Les arguments historiques reviennent ainsi au premier plan, opposant les partisans de la Bretagne intégrale à ceux qui privilégient un axe ligérien, ou une dilution de la province dans un ensemble plus vaste. Malgré le soutien du maréchal Pétain à une Bretagne des cinq départements, la région est amputée en juin 1941 de la Loire-Inférieure ; Nantes est subordonnée à Angers. On sait, malgré la requalification, en 1955, de Nantes comme chef-lieu d'un nouvel ensemble, combien la question reste aujourd'hui sensible, et les opinions divergentes au sein d'une opinion publique que la presse, notamment, a considérablement élargie.
- 4 La Bretagne se définit face à l'État, en particulier à l'époque moderne, lorsqu'en trois siècles le poids politique, économique, culturel du royaume en souligne les originalités institutionnelles, objet de plusieurs contributions. D. Le Page retrace l'histoire des États de Bretagne et de leurs rapports avec la monarchie, pièce essentielle, comme dans quelques autres provinces, du dossier sur les lieux de pouvoir dans la France du ^{xviii}e siècle, et d'un autre débat ancien sur la nature – ordres ou classes – de la structuration de la société d'Ancien Régime. Ces débats se radicalisent sous Louis xvi : Serge Bianchi rappelle les nouveaux clivages politiques et sociaux, et en marque les inflexions dans le temps, en particulier la réaction de plus en plus forte, au nom du bien public, d'une partie de la bourgeoisie face aux inégalités dont elle est la victime et à la résistance acharnée d'une partie de la noblesse. Si la radicalisation est en Bretagne particulièrement précoce, S. Bianchi, s'appuyant sur les recherches récentes, montre la complexité des motivations et souligne que la défense des libertés et privilèges bretons, qui a pu faire hésiter une partie du Tiers, ne doit pas masquer le bénéfice, pour certains, d'une décentralisation qui donne avec la Constituante une assise toute nouvelle au pouvoir local.
- 5 Le second volet focalise l'attention sur les crises qui opposent, à plusieurs reprises avec violence, la province au pouvoir central. Philippe Hamon reprend ainsi le dossier des troubles de la Ligue en Bretagne (1589-1598), décennie noire en raison de l'éclatement des opérations, de la conjoncture frumentaire et démographique et de l'alourdissement de la fiscalité. Le choix, entre les deux camps, ne révèle pas de nets clivages sociaux, mais, bien davantage, le rôle des réseaux familiaux ou personnels, des corps et des fidélités. Des clivages anciens, tels que la rivalité entre Nantes et Rennes, jouent dans des choix où s'affrontent des modes différents de légitimité politique et religieuse, royaux, locaux ou familiaux. Michel Nassiet revient ensuite sur l'histoire de la révolte des Bonnets rouges, dont l'historiographie a été fortement marquée par des oppositions idéologiques. Il la replace dans le cadre plus large de la dégradation de la

conjoncture, du poids croissant de l'endettement paysan et corrélativement de la baisse du rendement de la rente foncière. S'y ajoute le ressenti d'une fiscalité alourdie, même fortement inférieure à celle des autres provinces, que symbolise l'appréhension fantasmagique de la gabelle. La révolte apparaît dans ses formes les plus radicales comme une lutte de classes entre la paysannerie et tous les bénéficiaires de la rente foncière.

- 6 Dans cet inventaire des résistances au pouvoir central, celle du Parlement, comme l'écrit Gauthier Aubert, constitue, autour de l'Affaire de Bretagne « une relativement banale et surtout très technique querelle fiscale [...] devenue une affaire d'État » (p. 211), dont La Chalotais demeure le personnage emblématique. L'alliance entre les États et le Parlement, souvent tactiquement opposés par le pouvoir royal, trouve son inspiration dans une appartenance commune à la noblesse, voire aux mêmes réseaux familiaux. La noblesse et une partie du clergé s'estiment les gardiens du contrat d'union fondateur qui régit à leurs yeux l'union entre la France et la Bretagne. Autant que des idées, l'affaire se nourrit des inimitiés personnelles : toute réflexion sur l'exposé complexe des faits oblige à interpréter les arrières-pensées, les ambitions et les rivalités de multiples acteurs. L'écho extraordinaire suscité par l'Affaire de Bretagne, symbolisée par les malheurs de La Chalotais, résulte d'une sorte de coalescence entre plusieurs courants : la vivacité, entretenue par les institutions, d'un rapport au passé ; l'influence d'idées nouvelles hostiles à l'arbitraire, la solidarité de pans entiers de la société locale.
- 7 Le débat, évoqué plus haut, sur l'entité « Bretagne » et ses limites, ne peut faire l'économie d'une réflexion sur les clivages et frontières linguistiques et socio-culturels qui à notre sens permettraient un autre livre sur les « pays » de Bretagne. La géographie de la révolte des Bonnets rouges, rapprochée d'autres marqueurs – régions bleues et blanches, influence plus ou moins forte de la Réforme catholique – contribue à dessiner une cartographie mentale et idéologique de longue durée, dont les traces demeurent. La Chouannerie – la « révolte bretonne » la plus spontanément évoquée – est racontée par Catherine Pomeyrols, jusqu'à ses ultimes prolongements. Sans oublier les racines anciennes d'une historiographie longtemps calquée sur les partis-pris des acteurs, elle dresse le bilan d'un quart de siècle de recherches qui, depuis le colloque de 1987 sur les « résistances » à la Révolution, en ont fortement gommé les *a priori* qui avaient de part et d'autre enfermé acteurs et problèmes. Elle en souligne l'hétérogénéité tant dans le temps que dans l'espace. Les structures sociales et culturelles qui, avec des intensités variables, poussent à la contestation ont d'abord joué en Bretagne en faveur du changement : les événements de l'Ouest ne signifient pas le souhait d'un retour à l'Ancien Régime, mais traduisent de profondes insatisfactions et déceptions par rapport aux espoirs de 1789.
- 8 Le mythe fait aussi partie de cette histoire, où s'est faite la Bretagne. La conjuration de Pontcallec, dont Philippe Jarnoux marque l'archaïsme, se prête à l'observation de ce processus de mythification qui a transformé un marquis fraudeur, violent, mal aimé de ses paysans, en héros de la défense des libertés bretonnes. Alors que le XVIII^e siècle a eu une attitude très critique envers les conjurés, le développement des écrits « bretonistes » à la fin des années 1820 les transforme en victimes, fondant ainsi un processus d'héroïsation qui, par des supports à la fois populaires et savants – de la *gwerz* aux travaux érudits influencés par des enjeux culturels ou politiques – en fait les symboles d'une cause nationale bretonne. C'est l'époque, marquée par Nelly Blanchard, où la celtitude, auparavant liée à l'héritage gaulois, est détournée vers une origine

insulaire, notamment galloise, qui déplace le sentiment identitaire vers un régionalisme de différence, voire d'opposition à l'histoire de la France. Cette étrangeté est renforcée par une esthétisation, qui apparaît dès les ouvrages de Jacques Cambry et d'Olivier Perrin. L'image, sous l'influence du romantisme, exalte puissamment ce courant qui joue sur l'irrationnel et l'émotion pour dessiner, à l'intention des élites sociales, une Bretagne imaginée, hors de l'histoire, ou des conflits d'ordre ou de classe, enracinée dans un monde de valeurs et de représentations jugé authentique et voué à l'éternité.

- 9 Histoire et mythe sont illustrés par la contribution de Didier Guyvarc'h sur « les Bretons et la guerre de 14-18 ». Les caractères de la société bretonne y ont entraîné une « sur-mobilisation » (p. 261) et une surmortalité au front. Reprenant le débat sur les motivations des poilus – contrainte ou adhésion – D. Guyvarc'h en décrit les spécificités régionales : la langue bretonne, qui « resserre le lien entre le front et l'arrière », et la « prégnance de la religion » (p. 268). Les héritiers des Bleus et des Blancs trouvent dans la guerre de nouveaux arguments et de nouvelles incitations : les souffrances provoquent la résurgence du sentiment régionaliste et des poussées xénophobes à fondement économique envers les réfugiés, plus culturelles envers les Américains, dont la popularité ne résiste pas à l'armistice. Le processus de mythification traduit par l'amplification du nombre des morts sert durant des décennies d'argument à des secteurs opposés de l'opinion, soit dans un processus de victimisation, soit pour exalter l'attachement des Bretons à la France. « La Grande Guerre, conclut D. Guyvarc'h, considérée comme l'achèvement du processus d'intégration de la Bretagne à la France, ne gomme pas toutes les marques de l'identité bretonne » ; mais « pour le plus grand nombre, elle a révélé et fait reconnaître une personnalité régionale éloignée des stéréotypes exotiques ou dépréciatifs du XIX^e siècle » (p. 283).
- 10 Pour une partie de la province, cette personnalité est liée à la langue. Au XIX^e siècle, temps de l'édification du mythe, les collectages ont pour enjeu de sauver l'expression populaire, paysanne, de l'âme bretonne. Mais le breton, rappelle Ronan Calvez, n'est historiquement ni unifié ni homogène : ses usages évoluent selon la géographie, l'histoire, ou les besoins de chaque milieu. L'opposition entre locuteurs français et bretons se nuance, en particulier au XVIII^e siècle, avec l'apparition de laïcs bilingues, « charnière » culturelle que la Révolution va casser : le breton devient alors la langue des paysans, des humbles, méprisée par les élites, bannie des écoles sous la Troisième République où l'hostilité au breton n'est pas séparable de la politique anticléricale ; inversement l'Église voit dans le breton un rempart protecteur, confortant ainsi la thèse d'une aliénation du peuple. Les transformations des modes de vie, des pratiques liturgiques, l'urbanisation, l'invasion des médias ont brisé cette situation de diglossie. Pourtant l'évolution récente montre, aussi, la volonté de diffuser un breton normalisé, un néo-breton normatif différent des usages populaires, signe de reconnaissance largement utilisable. Une manière, encore, de « faire » la Bretagne dont ce livre montre avec acuité combien l'histoire et le mythe s'y sont mutuellement entrelacés et enrichis : ce qui est, peut-être, la marque distinctive de la province.

- 11 Jean QUÉNIART